

**SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI**

[2019/202795]

**Sélection comparative d'Experts administratifs (m/f/x) (niveau B), francophones, pour le SPF Emploi, Travail et Concertation sociales. — Numéro de sélection : AFG19166**

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 26/06/2019 via [www.selor.be](http://www.selor.be)

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, les conditions de participation, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du SPF BOSA via [www.selor.be](http://www.selor.be)

Pour la retrouver, veuillez indiquer le numéro de la sélection dans le moteur de recherche.

Une liste de 40 lauréats maximum, valable 1 an, sera établie après la sélection.

Outre cette liste des lauréats, une liste spécifique des lauréats (qui reste valable 4 ans) présentant un handicap est établie.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING**

[2019/202795]

**Vergelijkende selectie van Nederlandstalige Administratief deskundigen (m/v/x) (niveau B), voor de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. — Selectienummer : ANG19194**

Solliciteren kan tot 26/06/2019 via [www.selor.be](http://www.selor.be)

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, deelnemingsvoorwaarden, selectieprocedure,...) kan u verkrijgen bij Selor via [www.selor.be](http://www.selor.be)

Geef het selectienummer in via de zoekmotor om de selectie terug te vinden.

Na de selectie wordt een lijst met maximum 40 geslaagden aangelegd, die 1 jaar geldig blijft.

Naast deze lijst van geslaagden wordt een bijzondere lijst opgesteld (die 4 jaar geldig blijft) van de personen met een handicap die geslaagd zijn.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI**

[2019/202787]

**Sélection comparative de responsables d'équipe graphisme et multimédia (m/f/x) (niveau A1), néerlandophones, pour le SPF Finances. — Numéro de sélection : ANG19207**

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 2/07/2019 via [www.selor.be](http://www.selor.be)

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, les conditions de participation, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du SPF BOSA via [www.selor.be](http://www.selor.be)

Pour la retrouver, veuillez indiquer le numéro de la sélection dans le moteur de recherche.

Une liste de 15 lauréats maximum, valable 1 an, sera établie après la sélection.

Outre cette liste des lauréats, une liste spécifique des lauréats (qui reste valable 4 ans) présentant un handicap est établie.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING**

[2019/202787]

**Vergelijkende selectie van Nederlandstalige teamverantwoordelijken grafische vorming en multimedia (m/v/x) (niveau A1), voor de FOD Financiën. — Selectienummer : ANG19207**

Solliciteren kan tot 2/07/2019 via [www.selor.be](http://www.selor.be)

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, deelnemingsvoorwaarden, selectieprocedure,...) kan u verkrijgen bij de Directie-generaal Rekrutering et Ontwikkeling via [www.selor.be](http://www.selor.be)

Geef het selectienummer in via de zoekmotor om de selectie terug te vinden.

Na de selectie wordt een lijst met maximum 15 geslaagden aangelegd, die 1 jaar geldig blijft.

Naast deze lijst van geslaagden wordt een bijzondere lijst opgesteld (die 4 jaar geldig blijft) van de personen met een handicap die geslaagd zijn.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

[C - 2019/12819]

**30 AVRIL 2019. — Circulaire ministérielle GPI 91 relative aux 'Normes minimales de sécurisation des accueils'**

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Haut Fonctionnaire exerçant des compétences de l'Agglomération bruxelloise,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de police,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

A Monsieur le Commissaire général de la Police Fédérale,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la Police Locale,

A Monsieur le Président de la Commission Permanente de la Police Locale,

Pour information :

A Monsieur le Ministre de la Justice,

A Messieurs les Procureurs généraux,

A Monsieur l'Inspecteur général de la Police Fédérale et de la Police Locale,

A Madame la Présidente du Comité permanent P,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

[C - 2019/12819]

**30 APRIL 2019. — Ministeriële omzendbrief GPI 91 over de 'Minimale normen voor beveiliging van het onthaal'**

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Hoge Ambtenaar belast met de uitoefening van bevoegdheden van de Brusselse Agglomeratie,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen,

Aan de Heer Commissaris-Generaal van de Federale Politie,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de Lokale Politie,

Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie,

Ter informatie:

Aan de Heer de Minister van Justitie,

Aan de Heren Procureurs-generaal,

Aan de Heer Inspecteur-generaal van de Federale Politie en van de Lokale Politie,

Aan Mevrouw Voorzitster van het Vast Comité P,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Madame le Haut Fonctionnaire,  
 Madame, Monsieur le Président,  
 Madame, Monsieur le Bourgmestre,  
 Monsieur le Commissaire général de la Police Fédérale,  
 Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la Police Locale,  
 Mesdames, Messieurs,

### 1. Introduction

Des actes de violence graves à l'égard de police *sensu lato*, voire contre l'institution ou les infrastructures, ne sont pas rares, raison pour laquelle il s'avère nécessaire de considérer des dispositions structurelles pertinentes en vue de protéger les membres du personnel au sein des bâtiments de police.

Cette directive s'inscrit dans une vision plus large de la sécurité des infrastructures policières qui fera l'objet ultérieurement d'un arrêté royal. Les mesures et normes de sécurisation des accueils s'inscrivent, en effet, dans une vision plus globale de la sécurité des bâtiments de police.

J'ai toutefois jugé opportun de travailler en priorité sur la définition d'un concept de sécurisation pour le point le plus exposé au sein des bâtiments de police : la zone d'accueil.

En ce sens, la présente directive vise à définir le concept de sécurisation à appliquer en vue d'assurer la protection du personnel d'accueil en charge du premier contact avec les citoyens.

Les annexes à la circulaire constituent les documents de référence exposant les schémas, mesures, normes et recommandations constitutives du concept de sécurisation.

### 2. Définitions

• **Concept de sécurisation** : application des mesures organisationnelles, physiques, électroniques et/ou de contrôle d'accès, répondant aux normes fixées et avec application, éventuelle, des recommandations.

• **Mesures** : au sein de la présente circulaire, l'utilisation de ce terme se rapporte aux dispositifs organisationnels, physiques et électroniques envisagés dans le cadre de l'aménagement de l'infrastructure.

• **Normes** : dans le cadre de la prise de mesures physiques, électroniques ou de contrôle d'accès, des normes caractérisant les spécifications techniques auxquelles doivent répondre les mesures, qu'elles soient physiques ou électroniques, sont établies au sein de la présente circulaire et ses annexes. Ces normes doivent être considérées comme contraignantes pour l'application des mesures.

• **Recommandations** : au-delà des normes, de bonnes pratiques ont été identifiées dans le cadre de la gestion de la sécurité sous ses aspects organisationnels, physiques et électroniques. Il s'avérerait opportun de les évoquer en vue de permettre aux responsables locaux d'en prendre connaissance et, le cas échéant, de les appliquer. Ces recommandations ne présentent aucun caractère contraignant.

• **Bâtiment de police** : bâtiment occupé exclusivement ou à titre principal par les services de police.

• **Local d'accueil** : local depuis lequel la personne chargée de l'accueil (policier ou non) établit le premier contact avec le visiteur.

• **Sas d'accréditation** : local permettant le contrôle des visiteurs avant l'accès au reste du bâtiment de police.

• **Zone d'accueil** : lieu où le public peut se présenter pour entrer en contact avec la police.

Cette zone comprend au minimum un local d'accueil et un sas d'accréditation. En option, et selon les besoins, les fonctionnalités suivantes peuvent également être intégrées : une salle d'attente, un WC (accessible aux PMR) et un local de fouille.

### 3. Cadre général

Les normes et mesures minimales s'appliquent à tout bâtiment de police construit dans le futur. Il peut être indiqué de renforcer ou d'assouplir ces mesures sur base de l'analyse de risque locale, pour autant que cette analyse de risques et les mesures qui en découlent aient été approuvées lors d'un comité de concertation de base (CCB), conformément à la réglementation organisant les relations avec les syndicats.

Pour les bâtiments de police existants, les entités disposent d'un délai de 10 ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour se mettre en conformité. Dans l'intervalle, chaque entité procédera à sa propre analyse de risque pour déterminer éventuellement un rythme plus rapide de mise en conformité totale ou partielle dans le cadre de ses capacités budgétaires.

Mevrouw de Hoge Ambtenaar,  
 Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,  
 Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,  
 Mijnheer de Commissaris-Generaal van de Federale Politie,  
 Dames en Heren Korpschefs van de Lokale Politie,  
 Dames en Heren,

### 1. Inleiding

Ernstige gewelddaden tegen politie *sensu lato*, met inbegrip van haar organisatie en infrastructuur, zijn geen zeldzaam gegeven; derhalve zijn structurele maatregelen onontbeerlijk voor de veiligheid van de personeelsleden binnen de politiegebouwen.

Deze richtlijn past in een globale visie over de veiligheid van de politie-infrastructureur die later het voorwerp zal uitmaken van een koninklijk besluit. De beveiligingsmaatregelen en beveiligingsnormen voor het onthaal hebben immers betrekking op een globale visie omtrent de veiligheid van de politiegebouwen.

Aldus heb ik het opportuun geacht om prioritair te werken aan de definitie van een beveiligingsconcept voor het meest blootgestelde punt van ieder politiegebouw: de onthaalzone.

Derhalve is deze richtlijn gericht op het definiëren van een beveiligingsconcept dat in de praktijk de veiligheid van de personeelsleden belast met het onthaal en het eerste contact met burgers steeds waarborgt.

De bijlagen bij de omzendbrief vormen het referentiedocument waarin schetsen, maatregelen, normen en aanbevelingen zijn opgenomen die het beveiligingsconcept vormen.

### 2. Definities

• **Het beveiligingsconcept**: de toepassing van de organisatorische, bouwkundige en elektronische maatregelen en/of maatregelen met toegangscontrole, welke beantwoorden aan de vastgelegde normen, in voorkomend geval, aan de aanbevelingen.

• **Maatregelen**: binnen de huidige omzendbrief verwijst deze term naar de organisatorische, bouwkundige en elektronische maatregelen die voorzien zijn in het kader van de infrastructurele inrichting.

• **Normen**: binnen de context van het nemen van de bouwkundige en elektronische maatregelen waaraan de bouwkundige en elektronische maatregelen moeten voldoen en met toegangscontrole verwijzen deze normen naar de technische specificaties of maatregelen welke omschreven zijn in deze omzendbrief en zijn bijlages. Deze normen moeten als bindend worden beschouwd voor de toepassing van de maatregelen.

• **Aanbevelingen**: samen met deze normen voor het onthaal werden er meerdere goede praktijken geïdentificeerd zodat het veiligheidsbeleid zich verder kan ontwikkelen met alle organisatorische, bouwkundige en elektronische aspecten. Via deze aanbevelingen trachten we de lokale verantwoordelijken bewust te maken, en indien nodig, deze te laten toepassen. Deze aanbevelingen hebben geen bindend karakter.

• **Politiegebouw**: gebouw dat uitsluitend of hoofdzakelijk door de politie wordt bezet.

• **Onthaallokaal**: lokaal waar het onthaalpersoneel (operationeel/CALog) het eerste contact legt met de bezoeker.

• **Accreditatiesas**: ruimte om bezoekers te controleren alvorens ze het politiegebouw verder betreden.

• **Onthaalzone**: ruimte waar het publiek zich kan aanmelden om in contact te komen met de politie.

Deze zone omvat minstens een onthaallokaal en een accreditatiesas. Afhankelijk van de behoeften is ze verder uitgerust met een wachtzaal, wc (toegankelijk voor mindervaliden) en een fouilleerlokaal.

### 3. Algemeen kader

De minimale normen en maatregelen zijn van toepassing op alle toekomstige politiegebouwen. Het kan evenwel aangewezen zijn om deze maatregelen te versterken of te versoepelen op basis van de lokale risicoanalyse, voor zover dat deze risicoanalyse en de daar uit resulterende maatregelen werden goedgekeurd tijdens een basisoverlegcomité (BOC), overeenkomstig de regelgeving tot regeling van de betrekkingen met de vakverenigingen.

Voor de bestaande politie gebouwen hebben de entiteiten vanaf 1 januari 2019 tien jaar om zich naar de minimale normen te schikken. Ondertussen zal elke entiteit haar eigen risicoanalyse uitvoeren. Hieruit moet blijken of het nodig is om de minimale normen eventueel sneller (volledig of gedeeltelijk) te bereiken voor zover de budgetten beschikbaar zijn.

C'est l'analyse du risque local liée au contexte général qui va guider les responsables dans le choix d'un niveau de mesures ou normes de protection équivalentes ou plus élevées que ce que préconise la présente circulaire. Une infrastructure adéquatement aménagée et sécurisée permet de réduire les mesures organisationnelles à déployer et limite la capacité en effectifs à mobiliser, ce qui a également un impact sur le confort d'utilisation du bâtiment.

Les mesures organisationnelles se veulent par ailleurs adaptables au niveau de menace selon l'échelle OCAM.

#### 4. Cadre spécifique

Les mesures et normes visées dans le cadre de la présente circulaire prennent en compte une série de caractéristiques propres à la police belge.

La police intégrée se veut orientée vers la communauté. Cela implique que la police en général, et la police locale en particulier, doit rester le plus accessible possible au public. C'est pourquoi des mesures modulables en fonction du niveau de risque sont envisagées.

Il découle des obligations de la loi sur la fonction de police l'obligation de confidentialité du premier contact, ainsi que celle de soustraire à la curiosité publique les victimes d'infractions et les témoins.

#### 5. Principes du concept de sécurisation

##### 5.1. Finalité

Le concept de sécurisation « accueil » doit surtout permettre de protéger le personnel de premier contact et, le cas échéant, lui permettre de se mettre en sûreté. Ces mesures préalables doivent permettre à l'organisation policière d'intervenir dans les temps de manière appropriée.

Il s'agit de combiner un ensemble de mesures passives (résistance des matériaux et équipements mécaniques de contrôle d'accès), de mesures actives (contrôle des accès aux différentes zones), de mesures électroniques (caméras, identification, détection, alarme, contrôle d'accès via badging, ...) et de mesures organisationnelles (procédure de repli, procédure de réaction, procédure d'intervention, ...).

La mise en œuvre du concept de sécurisation tient compte des spécificités locales.

Sur base de l'application du concept de sécurisation « accueil », les actions suivantes devront être rendues possibles en diminuant l'exposition au risque du personnel d'accueil : détecter, observer, protéger, identifier, donner l'alerte, ralentir, mettre en sûreté, mettre fin à la menace immédiate et recueillir les éléments utiles à l'enquête judiciaire.

##### 5.2. Normes techniques

L'annexe 1<sup>re</sup> contient le schéma relatif à la conception d'un accueil répondant au concept de sécurisation « accueil », lequel peut être utilisé comme plan de référence pour tout projet de (ré)aménagement d'un accueil au sein d'un bâtiment de police.

L'annexe 2 mentionne un descriptif technique comprenant (1) les mesures et normes (organisationnelles, physiques, électroniques et liées au contrôle d'accès) et (2) une série de recommandations. Ce document peut être utilisé, en complément du schéma (annexe 1), pour le descriptif technique à intégrer au cahier des charges visant le (ré)aménagement d'un accueil au sein d'un bâtiment de police.

Dans les bâtiments existants, ces normes permettent d'aménager un sas d'accréditation non directement adjacent au bureau du personnel d'accueil. Il est alors indispensable de garantir :

- que le personnel d'accueil puisse en tout temps contrôler les documents d'identité ;
- que les normes et classes de résistance constituant la norme minimale sont bien appliquées. Tout le cheminement du sas d'accréditation vers le local accueil est soumis aux mêmes normes que le sas.

Le niveau de contrôle des visiteurs à opérer constitue une mesure organisationnelle devant être déterminée par les responsables, en regard de l'analyse de risque.

Les mesures organisationnelles concernant des scénarii décrivant comment le personnel se met en sûreté et comment la police intervient, ne sont pas intégrées au sein de la présente circulaire ou de ses annexes. Il est, en ce sens, systématiquement fait référence aux analyses de risque à mener au niveau local.

De verantwoordelijken zullen zich baseren op de lokale risicoanalyse die verbonden is aan de algemene context om een niveau van beschermingsmaatregelen of -normen te bepalen dat gelijk of hoger is dan de minimale norm. Dankzij een aangepaste en beveiligde infrastructuur kan de politie de organisatorische maatregelen alsook de in te zetten personeelscapaciteit beperken. Dit bevordert ook het gebruikscomfort van het gebouw.

Deze maatregelen kunnen worden aangepast aan het door het OCAM bepaalde dreigingsniveau.

#### 4. Specifiek kader

De maatregelen en normen bedoeld in deze omzendbrief houden rekening met volgende eigenheden van de Belgische politie.

De geïntegreerde politie wil gemeenschapsgericht werken. Dit betekent dat de politie in het algemeen en de lokale politie in het bijzonder, zo toegankelijk mogelijk moeten zijn voor het publiek. Daarom worden maatregelen overwogen die aangepast zijn aan het risiconiveau.

Voorts dient rekening gehouden te worden met de verplichtingen van de wet op het politieambt, namelijk de vertrouwelijkheid van het eerste contact en het principe om slachtoffers van misdrijven en getuigen aan nieuwsgierige blikken te onttrekken.

#### 5. Principes van het beveiligingsconcept

##### 5.1. Doel

Het beveiligingsconcept « onthaal » moet vooral het onthaalpersoneel beschermen en ervoor zorgen dat zij zich indien nodig in veiligheid kunnen brengen. Deze eerste maatregelen moeten het aldus mogelijk maken dat de politie gepast en tijdig kan tussenkomen.

Het gaat om een combinatie van passieve (weerstand van materialen en mechanische hulpmiddelen voor toegangscontrole), actieve (controle van de toegangen tot de verschillende zones), elektronische (camera's, identificatie, detectie, alarm, toegangscontrole via badgelezers, ...) en organisatorische (schuil-en reactieprocedure, interventieprocedure, ...) maatregelen.

De toepassing van het beveiligingsconcept houdt rekening met de lokale eigenheden.

Op basis van het beveiligingsconcept « onthaal » moeten volgende acties mogelijk worden met verminderde blootstelling van het onthaalpersoneel aan risico's: detecteren, observeren, beschermen, identificeren, alarm slaan, vertragen, in veiligheid brengen, reageren en nuttige elementen voor het gerechtelijke onderzoek verzamelen.

##### 5.2. Technische normen

Bijlage 1 bevat het schema betreffende het ontwerpen van het onthaal, overeenkomstig het beveiligingsconcept « onthaal » en kan gebruikt worden als referentieplan voor alle projecten voor de (her)inrichting van een onthaal binnen een politieggebouw.

Bijlage 2 vermeldt een technische beschrijving van (1) de maatregelen en normen (organisatorisch, bouwkundig, elektronisch en toegangscontrole) en van (2) een aantal aanbevelingen. Dit document mag gebruikt worden, aanvullend aan het schema (bijlage 1), voor de technische beschrijving welke kan geïntegreerd worden in het lastenboek bij de (her)inrichting van een onthaal binnen een politieggebouw.

Voor wat betreft de bestaande gebouwen voorzien deze normen in de mogelijkheid om het accreditatiesas niet direct naast het bureau van het onthaalpersoneel in te planten. In dat geval is het onontbeerlijk dat:

- het onthaalpersoneel te allen tijde de identiteitsdocumenten kan controleren;
- de normen en weerstandklassen voldoen aan de minimale norm. De normen die van toepassing zijn op het sas, zijn ook van toepassing op de wandelgang tussen het accreditatiesas en het onthaallokaal.

De opschaling van de controle van de bezoekers kan uitgewerkt worden via organisatorische maatregelen, welke worden bepaald door de leidinggevende volgens de risicoanalyse.

De organisatorische maatregelen betreffende de scenario's die beschrijven hoe het personeel zich in veiligheid brengt en hoe de politie tussenkomt, worden niet via deze omzendbrief en bijlagen beschreven. Hiervoor verwijzen we systematisch naar de risicoanalyses welke door het lokale niveau worden uitgevoerd.

Des mesures complémentaires aux normes minimales sont à examiner par chaque responsable dans le cadre de l'analyse de risque spécifique à chaque implantation.

#### 6. Expertise de la police fédérale au profit de la police intégrée

Le service DGR/DRL/Real Estate/Security adapte en fonction des normes techniques et technologiques les annexes à la présente circulaire et est à disposition des zones de police pour des conseils en matière de conception et de normes techniques des infrastructures.

#### 7. Annexes à la présente circulaire

(1) Schéma relatif à la conception d'un accueil, avec description des normes techniques de base.

(2) Descriptif technique, lié au schéma, approfondissant la description des mesures et normes minimales à respecter et formulant une série de recommandations.

Vu le caractère confidentiel, les annexes ne sont pas publiées.

P. DE CREM,  
Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur

Aanvullende maatregelen aangaande deze minimumnormen moeten door iedere leidinggevende worden onderzocht in het raam van de risicoanalyse eigen aan de implanting.

#### 6. Expertise van de Federale Politie ten gunste van de geïntegreerde politie

De dienst DGR/DRL/Real Estate/Security stemt de 'Normen voor de onthaalzone' af op de technische en technologische normen. Deze dienst geeft de politiezones raad inzake de conceptualisatie en de technische normen waaraan de infrastructuur moet voldoen.

#### 7. Bijlagen

(1) Het ontwerp van een onthaal met een beschrijving van de technische basisnormen.

(2) De technische beschrijving gekoppeld aan het schema, met een gedetailleerde beschrijving van de minimale maatregelen en normen waaraan moet worden voldaan, waarbij een reeks aanbevelingen worden geformuleerd.

Gelet op het vertrouwelijke karakter worden de bijlagen niet gepubliceerd.

P. DE CREM,  
Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/202531]

#### Pouvoir judiciaire. — Tribunal du travail de Liège, arrondissement Liège

Par ordonnance du 7 mai 2019, Monsieur VANVINKENROYE Michel, juge social au titre de travailleur ouvrier au Tribunal du travail de Liège arrondissement Liège, a été désigné par le Président de ce tribunal pour exercer les fonctions de magistrat suppléant jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 70 ans, le 4 septembre 2022.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/202531]

#### Rechterlijke Macht. — Arbeidsrechtbank van Luik, arrondissement Luik

Bij beschikking van 7 mei 2019 werd de heer VANVINKENROYE Michel, rechter in sociale zaken als werknemer-arbeider bij de Arbeidsrechtbank van Luik arrondissement Luik door de Voorzitter van deze rechtbank aangewezen om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt, met name op 4 september 2022.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/202532]

#### Pouvoir judiciaire. — Tribunal du travail de Liège, arrondissement Namur

Par ordonnance du 7 mai 2019, Madame MINGEOT Christiane, juge social au titre de travailleur ouvrier au Tribunal du travail de Liège arrondissement Namur, a été désignée par le Président de ce tribunal pour exercer les fonctions de magistrat suppléant jusqu'à ce qu'elle ait atteint l'âge de 70 ans, le 4 juillet 2022.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/202532]

#### Rechterlijke Macht. — Arbeidsrechtbank van Luik, arrondissement Namen

Bij beschikking van 7 mei 2019 werd mevrouw MINGEOT Christiane, rechter in sociale zaken als werknemer-arbeider bij de Arbeidsrechtbank van Luik arrondissement Namen door de Voorzitter van deze rechtbank aangewezen om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot zij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt, met name op 4 juli 2022.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/11824]

#### Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms. — Publication

Par arrêté royal du 7 avril 2019, Madame Lozet, Manon Valérie Odette Anne-Marie, née à Libramont-Chevigny le 7 juin 2002, demeurant à Vaux-sur-Sûre, est autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom celui de « Adam », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/11824]

#### Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen. — Bekendmaking

Bij koninklijk besluit van 7 april 2019, is machtiging verleend aan mevrouw Lozet, Manon Valérie Odette Anne-Marie, geboren te Libramont-Chevigny op 7 juni 2002, wonende te Vaux-sur-Sûre, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar naam in die van « Adam » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Par arrêté royal du 7 avril 2019, Madame Damhaut, Aurélie Flore Marie, née à Liège le 17 mai 1996, résidant à Erquelinnes, est autorisée à substituer à son nom celui de « Demarteau ».

Bij koninklijk besluit van 7 april 2019, is machtiging verleend aan mevrouw Damhaut, Aurélie Flore Marie, geboren te Luik op 17 mei 1996, wonende te Erquelinnes, om haar naam in die van « Demarteau » te veranderen.